

l'intérêt et les dividendes du capital reçu auparavant et, par conséquent, il nous faudra emprunter plus de quatre milliards de dollars rien que pour équilibrer nos comptes avec certains pays. La banque prévoyait que la situation s'aggraverait encore plus en 1977. Vu notre façon bien optimiste de gérer nos déficits avec les pays étrangers, ce qui pourrait donner lieu à quelques inquiétudes, c'est l'accroissement de notre déficit des échanges de biens invisibles. Voici les chiffres: 1973, trois milliards de dollars; 1974, 3,8 milliards de dollars; 1975, 4,7 milliards de dollars; 1976, 5,8 milliards de dollars et, pour 1977, on prévoit un déficit de 6,6 milliards de dollars. Même si la situation s'améliore en ce qui concerne les échanges de marchandises, nous sommes encore bien loin du compte. Le déficit a plus que doublé au cours des quatre dernières années et il s'élargit très rapidement.

J'ai déjà parlé des pertes qu'encourent les Canadiens qui vont à l'étranger mais, en fait, nous empruntons d'importantes sommes seulement pour payer nos factures habituelles et toute augmentation de nos dettes à l'étranger se traduit par une augmentation des intérêts que nous devons verser l'année suivante. La décision qu'a prise le gouvernement de continger les importations de produits textiles est l'une des conséquences de ces emprunts et de cette accumulation de dettes envers les pays étrangers. Ces emprunts provoquent une surévaluation du dollar qui facilite l'importation de produits textiles et entraîne des licenciements dans un secteur déjà très menacé. Le contingentement semble être une solution facile et logique mais il provoque en général une augmentation des prix à la consommation, que l'on dit profitable aux travailleurs du textile.

Cependant, à long terme, ils seront touchés eux aussi parce que, au Canada, le coût de la vie est le même pour tous. Les mesures protectionnistes nuisent aux travailleurs parce qu'elles nuisent aussi aux clients non seulement pour ce qui est des prix mais aussi pour ce qui est des emplois. Les barrières douanières visent à résoudre le problème du chômage: s'il faut licencier un travailleur de l'industrie textile, que ce soit un travailleur de Hong-Kong ou des États-Unis et non pas un travailleur canadien. Le Canada dépend largement du commerce international, aussi se nuit-on à soi-même quand un chômeur d'un pays étranger n'est pas à même d'acheter un produit canadien. Dans le domaine commercial, chaque pays essaie en fait de tirer son épingle du jeu. On cherche à accroître ses exportations tout en limitant ses importations. C'est ce qui s'est passé dans une très large mesure lors de la grande dépression des années trente.

Monsieur l'Orateur, dans nos relations avec les pays du tiers monde nous avons souvent adopté cette attitude. Pour accroître sa popularité après les élections de 1972, le gouvernement a décidé d'accroître la masse monétaire et de lancer une vaste gamme de nouveaux programmes. A tous les niveaux, les dépenses du gouvernement ont augmenté entre 16 et 20 p. 100, en dépit du fait que le prétendu bill sur la réforme fiscale faisait rentrer dans les coffres du gouvernement des montants supplémentaires considérables. Pour l'année 1974-75, les déficits du secteur public canadien se sont accrus comme jamais, alors que la masse monétaire avait augmenté de 120 p. 100 entre 1970 et 1975. Il n'est donc pas étonnant que l'on ait connu une inflation des salaires aussi phénoménale. Des programmes gigantesques ont été lancés pour assurer la réalisa-

tion de travaux publics grandioses et exorbitants qui font songer au Kubitschek du Brésil des années 50.

La position concurrentielle des entreprises canadiennes se détériore à mesure que croissent les taux d'intérêt, et chaque année, il faut emprunter de cinq à six milliards de dollars pour équilibrer notre balance des paiements. Le gouvernement a bien imposé des contrôles, mais ceux-ci ne visent qu'à parer au plus pressé, si bien que le Canada réunit toutes les conditions essentielles à une crise financière d'envergure, une monnaie surévaluée soutenue grâce au recours continu et important aux emprunts étrangers.

Il faudrait se rappeler je pense qu'il y a trois ou quatre ans, les États-Unis avaient été jugés en difficultés parce que leur balance commerciale accusait un déficit de deux à trois milliards de dollars. Nous sommes aux prises avec des déficits budgétaires colossaux, des balances de paiements déficitaires, un secteur public en grande partie incontrôlable, un affaiblissement progressif de notre position concurrentielle dans le secteur de la fabrication et un nombre sans cesse croissant de travailleurs qui passent des secteurs productifs à ceux qui le sont moins on ne le sont pas du tout.

Ensuite, il y a eu l'élection du 15 novembre au Québec, l'élection d'un premier ministre très compétent. Nous connaissons tous ses objectifs. Nous aimons tous à croire que l'élection du Parti québécois a été la condamnation par l'électorat d'un gouvernement inefficace. M. Bourassa, a déclaré lui-même dans *Le Monde* qu'il considérait la province de Québec comme une partie d'un marché commun canadien. Des tensions profondes d'ordre structurel et politique menacent le Canada.

Il est évident que notre pays n'est pas le seul à éprouver des difficultés. La situation est encore pire en Grande-Bretagne, en Italie et au Mexique, mais ces pays sont loin de disposer des moyens de production que nous avons. La dette étrangère du Canada s'élève à près de 28 milliards de dollars; celle du Royaume-Uni à 25 milliards et celle de l'Italie à 22 milliards. Il y a aussi les pays pauvres qui ne produisent pas de pétrole et dont la dette s'élève à 170 milliards de dollars, et certains ne peuvent plus honorer leurs engagements et beaucoup d'autres sont tranquillement en train de consolider leur dette. Il semblerait que le bloc communiste se soit endetté de 40 milliards de dollars auprès de pays occidentaux et la seule Corée du Nord ne pourrait faire face à des engagements qui totalisent 2,1 milliards. Le président de la Corée du Nord a dit qu'il ne voyait aucune raison d'acquitter cette dette. Il se peut que cette année il n'y ait pas suffisamment d'argent dans l'économie internationale pour financer toutes ces dettes, puisque le Fonds monétaire international sera épuisé après avoir consenti des prêts à la Grande-Bretagne et au Mexique.

● (2050)

L'économie mondiale, monsieur l'Orateur, semble être dans la phase finale d'un cycle géant: comme une personne ou une entreprise, en devenant criblée de dettes et pratiquement sans liquidités, a du mal à fonctionner, ainsi en est-il d'une économie qui se trouve dans une situation analogue. Ces cycles géants dont je viens de parler semblent créer de grands bouleversements dans le monde. Les pays pourraient se donner le mot pour ne pas acquitter leurs dettes et des problèmes économiques, tant inflationnistes que déflationnistes, pourraient bien surgir.